

La Presse et l'avenir maritime de la Belgique

par Gussy JAMBERS

Rédacteur Maritime du Journal «l'Occident»

Les Belges ne s'intéressent pas aux choses de la mer.

Les journaux ne s'intéressent pas aux problèmes maritimes.

Deux constatations qui déjà avant guerre étaient devenues des lieux communs !

Depuis la libération, l'on a répété ces assertions. Nous voudrions démontrer dans ce bref aperçu la fausseté de ces slogans. Je sais qu'un tel projet peut paraître paradoxal.

Il n'en reste pas moins que pendant ces cinq années d'occupation, le public, bien que sevré de tout contact avec la mer, a manifesté — est-ce nostalgie? — un brusque engouement pour les choses de la mer.

Pour ne citer qu'un exemple : le succès des ouvrages maritimes : romans, expéditions, études, parus ces dernières années. Il y a quelque chose de changé.

L'opinion publique est en mesure de comprendre maintenant, semble-t-il, qu'un des facteurs de redressement de notre pays est sa marine.

Non seulement elle est en mesure de le comprendre, mais elle ne demande pas mieux que d'être éclairée.

J'en fais l'expérience depuis des mois. Chaque samedi et chaque jeudi, nous consacrons dans notre journal un éditorial et une page réservée aux problèmes maritimes, le courrier, que nous ont valu ces initiatives, est un critère que les lecteurs ne restent pas indifférents. Il dépend des pouvoirs publics compétents et de la presse de répondre à ce désir informulé.

La Belgique est un carrefour, un pays industriel : le volume des importations et des exportations y est élevé. Notre territoire possède l'un des plus grands ports mon-

diaux, le premier en Europe actuellement. Notre colonie enfin, le Congo, est d'un rendement encore supérieur depuis la guerre.

Si nous voulons retrouver notre situation d'avant-guerre, ce qui serait encore insuffisant;

Si nous voulons que notre pays occupe la place qui lui revient parmi les nations maritimes;

Il est un facteur primordial à ce relèvement, à cet épanouissement : la *Possession d'une Marine Marchande*.

Le public est à même de s'y intéresser. Encore faut-il l'instruire, avons-nous dit.

Les pouvoirs publics, reconnaissons-le, ont le souci de notre marine. Les annales parlementaires relatent chaque mois l'une ou l'autre interpellation sur le sujet; citons pour mémoire et par exemple, la longue étude que le député Demuyter vient d'exposer à la Chambre sur la marine marchande.

Depuis la libération, l'Administration de la Marine, sous l'impulsion de M. DE VOS a réalisé un travail imposant, qu'il s'agisse de la récupération ou de la reconstruction de notre tonnage marchand, de notre flotte de pêche; de la réorganisation de nos ports; de notre représentation et de la défense de nos intérêts aux Conférences maritimes et internationales, qui se succèdent depuis que le monde a retrouvé la Paix.

Autant d'efforts, souvent couronnés de succès, qui restent parfaitement inconnus du public.

Certes, de temps à autre, une laconique dépêche de l'Agence Belga, noyée parmi d'autres, nous apprend tel événement maritime qui intéresse notre pays, mais son texte bref ne laisse pas soupçonner la somme de démarches qui le précédèrent; aucun commentaire ne permet au public d'en saisir l'incidence pratique, l'importance dans notre économie nationale.

Grâce aux démarches de la Marine, les Alliés nous octroyent le tonnage allemand en construction dans nos chantiers à la libération; le public en sera averti par quelques lignes et quelques chiffres.

Un chalutier heurte une mine et coule, le sacrifice de ces pêcheurs se résume par cette nouvelle de style lapidaire : « Le Z. 497 ayant touché une mine en rade de Zeebruges s'est perdu corps et biens ! »

Je sais, Messieurs, que vous vous dites en ce moment la grande responsable, c'est la presse.

Et certes, à première vue, vous n'avez pas tort. D'une façon générale, les journaux, ne consacrent que bien rarement un éditorial, un reportage, une enquête aux questions maritimes. Les nouvelles d'ordre maritime sont soit inexistantes, soit perdues dans l'ensemble des informations.

Je voudrais ici brièvement en chercher à la fois les raisons et trouver avec vous les moyens d'y remédier.

Les journalistes, tout comme le public belge, n'ont pas reçu une formation scolaire orientée vers les choses de la mer. Chez les uns comme chez les autres, une éducation est à faire. Celle-ci relève de nos programmes d'enseignement et n'est pas du ressort de cette étude.

Depuis la libération, une nouvelle initiative gouvernementale s'est généralisée : les conférences de Presse. Il n'est guère, depuis, de ministres « qui n'aient leur jour », tels les fameux Vendredis de M. de Smaele.

A la marine, rien de semblable. Pourquoi M. DE VOS, une ou deux fois par mois, ne convierait-il pas la Presse en son cabinet? Il lui exposerait la situation du moment, ce qui est acquis, ce qui est en projet. Ce serait l'occasion pour la Marine de voir créer des mouvements d'opinions, ces courants de sympathie.

Chaque ministère a pris également l'habitude d'adresser aux rédactions des rapports sur ses activités. Nous sommes tenus au courant au jour le jour, des importations de M. KRONACHER, de la situation économique, financière et sociale du pays. La Marine ne pourrait-elle faire de même sur ses activités; l'état de notre flotte, le volume de notre tonnage, la situation de nos pêcheries?

La presse est invitée à des voyages et à des visites de nos installations ferroviaires, industrielles, etc.

Pourquoi ne pas organiser des visites de nos ports, de nos chantiers, de nos navires, de nos écoles de navigation; visites auxquelles toute la presse serait conviée et non seulement la presse locale ou spécialisée.

Nos fonctionnaires de la Marine ont leur travail à cœur. N'y aurait-il pas moyen que les divers services de l'administration disposent d'une documentation qui serait fournie à tout journaliste qui en ferait la demande?

À l'heure présente, il est primordial que la Belgique possède une marine marchande.

Cette marine, correspondant à la situation géographique et économique de notre pays, n'existera que le jour où tous les Belges seront convaincus de sa nécessité, que le jour où une unanimité dynamique unira l'opinion et les pouvoirs publics.

Pour atteindre ce but, il nous faut non pas créer, mais recréer un esprit maritime, car nous avons un passé sur mer dont les fastes sont mieux connus des étrangers souvent que de nos compatriotes.

Rappeler notre histoire maritime, aider nos compatriotes à faire leur, cette vieille devise de la famille Gruuthuse « Plus est en vous », mettre en lumière nos intérêts actuels sur les mers, telle est, parmi d'autres, une mission que la Presse, toute entière consacrée au bien du pays, ne demande pas mieux que de remplir.

Aux pouvoirs publics de lui en faciliter la tâche.